

# Immigration et médias régionaux : la vision maghrébine

Anouar Moghira

*Journaliste,  
responsable du module  
"Islam et monde arabe"  
à l'ESJ de Lille*

Comment l'immigré nord-africain, arabe et musulman, se perçoit-il à travers les médias régionaux dans le Nord-Pas de Calais ? Quels sont les groupes de populations arabes dans le Nord-Pas de Calais ? Quelle proportion de la population représentent-ils ? Comment l'immigré perçoit-il la réaction occidentale à l'apport économique des migrants au sein de la société française ? Comment les Français réagissent-ils face à lui ? Comment juge-t-il les principales caractéristiques de la politique menée à cet égard par les gouvernements français ? Et comment se dessine l'avenir pour les jeunes générations de Beurs ?

Il serait démagogique d'affirmer que la cohabitation n'est pas difficile lorsque les différences culturelles sont très marquées et lorsque la densité urbaine fait malheureusement confondre proximité et promiscuité. Vivre avec l'autre ? Certes, l'immigré arabe n'aspire qu'à cela depuis qu'il s'est installé en France. Mais, pour celui-ci, cette aspiration pousse à une réflexion approfondie et renouvelée sur des notions comme la "culture", la "différence". L'autre n'est-il pas à la fois une condition absolument nécessaire et un dérangement permanent à la réalisation de soi-même ? En tout état de cause, c'est ainsi que l'immigré nord-africain, dans le Nord-Pas de Calais, est "traité" par l'ensemble des médias. Or, dans l'esprit de beaucoup d'Arabes trotte cette lancinante interrogation : jusqu'où peut-on aller dans l'enrichissement mutuel des valeurs issues de chaque culture, orientale et occidentale ? Avant de leur laisser l'expression et l'analyse de leur situation actuelle, un retour en arrière sur la genèse de l'immigration arabe dans la région nous paraît utile afin de mieux éclairer la perception par les Arabes de leur image dans les journaux et à la télévision.

*« L'essentiel n'est pas ce qu'on a fait  
de l'homme, mais ce qu'il fait de ce  
qu'on a fait de lui ».*

J.P. Sartre, 1966

La population de nationalité étrangère dans le Nord-Pas de Calais représentait, en 1990, 4,2% de la population totale. Un étranger sur deux est nord-africain. Dans cette région, la communauté marocaine reste la plus importante et a augmenté de 32% sous l'effet du regroupement familial plus tardif et d'une importante augmentation du nombre des naissances. Viennent ensuite les Algériens puis, dans une moindre mesure, les Tunisiens et les Libanais. Rappelons que leur présence est la conséquence des flux migratoires du début des années 1960. Le Nord-Pas de Calais a été un point de chute important ainsi que la Belgique. Dans les zones industrielles en plein essor à l'époque, la sidérurgie dans le Dunkerquois, les bassins miniers de l'Artois, les filatures et le textile de la grande agglomération lilloise, le bâtiment et les travaux publics sur les deux départements, la présence des populations immigrées, souvent inexpérimentées et surtout corvéables à souhait, représentait un atout économique de taille pour les entreprises et leurs patrons. Avec l'arrêt officiel de l'immigration de main-d'œuvre en 1974, le processus d'enracinement de ces hommes et de ces femmes devient irréversible, et lié à l'intensification des politiques de regroupement familial. Depuis plus de vingt ans, particulièrement exposée au chômage, mal intégrée socialement, confrontée – souvent à tort – aux événements sanglants liés à la montée de l'intégrisme et au fanatisme islamiste en Orient et en Occident, en proie à une identification culturelle permanente mais également à la misère et à l'intolérance de quelques formations politiques fascisantes, cette population vit mal sa marginalisation médiatique, alors que les médias pourraient faciliter, voire réaliser, son intégration en France. Elle ressent de l'incompréhension de la part des Français et a un sentiment d'échec dû aux problèmes socio-économiques et à ceux liés à l'insécurité dans la société occidentale. Dans cette étude, nous tentons de mieux comprendre les raisons qui séparent les immigrés arabes des différents médias locaux.

**« cette population vit mal sa marginalisation médiatique alors que les médias pourraient faciliter son intégration en France »**

### **Identification de la population immigrée**

En 1990, un étranger sur deux est Maghrébin : les Algériens représentaient 24%, les Marocains 27,3% de la population. Leur répartition géographique est loin d'être uniforme dans la région. La quasi-totalité des étrangers résident en zone urbaine (97%) et 8 sur 10 dans le département du Nord. Lille et les trois principales villes de son agglomération, Roubaix, Tourcoing et Villeneuve-d'Ascq regroupent près des deux tiers de cette population. Viennent ensuite Valenciennes et Lens avec respectivement 11,4% et 9%. La métropole lilloise offre 35% des emplois et concentre de nombreuses industries, du textile notamment, avec des employeurs de main-d'œuvre arabe. Le caractère industriel du Valenciennois et sa position frontalière furent à une époque un des facteurs explicatifs d'une présence maghrébine, surtout dans l'industrie automobile.

Les Nord-Africains restent les plus touchés par le chômage de longue durée. Ils représentent pratiquement le double de celui des Français de souche (28,3% contre 15%). Deux raisons expliquent l'augmentation massive du chômage de ces populations arabes. Les secteurs industriels de l'immigration maghrébine n'embauchent plus, licencient, et certains, comme les charbonnages, ont disparu. Ensuite, la main-d'œuvre étrangère est souvent peu qualifiée et donc plus facilement exposée au chômage. Pour les immigrés, ces raisons ne sont guère convaincantes. D'abord, ils furent toujours tenus éloignés des stages de reconversion ou d'apprentissage professionnel qualifié au profit des Français. Résultat, plus d'un chômeur algérien sur deux recherche un emploi depuis plus d'un an

**« les Nord-Africains restent les plus touchés par le chômage de longue durée »**

et 40,6% depuis plus de deux ans.

Ce phénomène touche principalement les populations marocaine et algérienne. Le taux de chômage atteint 33,8% pour les Marocains. Les femmes algériennes, marocaines ou turques qui ont eu le privilège de suivre leur époux n'échappent pas à cette situation : plus d'une sur trois est à la recherche d'un emploi, souvent précaire (femme de ménage, aide-couturière), la barrière de la langue étant un handicap majeur. En revanche, on assiste depuis quelques années à une arrivée rapide des jeunes filles maghrébines de la seconde génération (pour la plupart nées en métropole) sur le marché de l'emploi. Elles occupent, en effet, des petites activités dans le tertiaire : employée de bureau, caissière, assistante sociale, infirmière, hôtesse d'accueil, etc. Aujourd'hui, seule une modification du comportement des femmes maghrébines, qui ont de moins en moins d'enfants, a, durant quelque temps, permis un regard différent des Français vis-à-vis de celles-ci. Cela a permis de croire à une véritable intégration au mode de vie européen.

Les jeunes Beurs de 15 à 24 ans ne sont pas épargnés par ce fléau social. Leur taux de chômage dépasse les 40%, alors que celui des jeunes Français est de 26,5% dans le Nord-Pas de Calais. Ajoutons à cela que, sous l'effet du vieillissement, les populations maghrébines de la première génération diminuent progressivement.

Le type de logement est étroitement lié au niveau de revenus des ménages. Disposant en moyenne de revenus moins élevés, les immigrés, qui ne cessent d'ailleurs de le déplorer et demandent un rééquilibrage de leurs salaires par rapport à la moyenne nationale, ont des moyens plus limités pour acquérir un logement correct. En outre, certains ne sont que provisoirement en France. La majorité des ménages nord-africains dans la région est donc locataire, surtout en zone urbaine. Pour eux, un problème majeur se pose quant à l'acquisition d'un bien immobilier en France. Deux raisons à cela : leur solvabilité vis-à-vis des banques et la précarité (ou l'absence) d'un emploi. Or aucun immigré arabe arrivé en France n'a hérité d'un proche ou d'un parent. Leur situation, ils tiennent à le rappeler constamment aux médias, est celle de réfugiés. Les raisons en sont soit politiques, économiques ou sociales, soit ethniques ou religieuses. Très rares

sont ceux qui ont eu une inculpation judiciaire pour des faits de droit commun (crimes, vols ou escroqueries) dans leur pays d'origine. Il leur est insupportable d'être pris comme boucs émissaires par les médias, lors d'actes délictueux dans certains quartiers "chauds" des grandes banlieues lilloises ou roubaisiennes, ou pour des trafics de drogue. Plus de 41% des immigrés d'Algérie, du Maroc et de Turquie louent un appartement HLM. Pour toutes les autres nationalités d'immigrés, la situation demeure proche de celle de l'ensemble de la population française. Plus de 14% des ménages venus d'Algérie, du Maroc et de Turquie ont un logement dépourvu de baignoire, de douche, ou de WC intérieur. Ces ménages sont en effet plus souvent logés dans le parc locatif public ou privé dégradé, à Roubaix et dans le quartier de Wazemmes à Lille.

**« malgré la diversité des langues introduites par l'immigration, l'unification linguistique de la France se poursuit activement »**

Une proportion non négligeable des natifs d'Algérie habitent aussi des chambres d'hôtel inconfortables à Tourcoing et à Arras. Personne ne s'en préoccupe réellement, et les médias ne s'en font guère le relais auprès des autorités gouvernementales ou régionales. Le système de la débrouille et la grande solidarité familiale, religieuse et souvent linguistique entre les immigrés arabes permet d'améliorer leur situation sociale en France. C'est la raison pour laquelle une multitude de petites associations socio-culturelles ont vu le jour depuis plus de deux décennies dans le département du Nord. Personne ne veut compter sur les pouvoirs publics, disent souvent les immigrés maghrébins.

Malgré la diversité des langues introduites par l'immigration, l'unification linguistique de la France se poursuit activement. A mesure que les enfants des immigrés maghrébins grandissent et que la durée du séjour augmente, la pratique de la langue d'origine dans la vie familiale recule. Les immigrés aspirent pourtant, depuis la montée du phénomène de l'intégrisme dans leur pays d'origine, à connaître les notions de base de la langue arabe. Dans les familles implantées récemment, surtout celles originaires du Maroc, les parents utilisent prioritairement leur langue d'origine lorsqu'ils s'adressent à leurs enfants ou à des invités étrangers. A l'inverse, parmi ceux qui sont là depuis longtemps, ceux venus d'Algérie ou du Liban, plus des trois quarts des parents parlent principalement le français à leur progéniture.

### **Paroles de témoins engagés**

Pour les démarches administratives, la famille d'immigrés arabe est celle qui demande le plus d'aide. Omar Ahmed, le responsable régional d'une grande association culturelle algérienne, témoigne : « *L'univers administratif reste souvent obscur pour une grande partie des immigrés maghrébins* ». Or, plus que les autres, ils ont à remplir des formulaires, doivent surmonter des difficultés accentuées par une maîtrise imparfaite de la langue française.

Globalement, une part importante de la population immigrée recourt parfois à l'aide d'une tierce personne, généralement un membre de la famille. Les amis et l'assistante sociale peuvent aussi être sollicités. Pour Omar Ahmed, à tort ou à raison, très souvent, l'administration publique porte un regard inquisiteur sur tous les dossiers présentés.

Concernant les parcours scolaires des enfants maghrébins, Latifa Ben Malek, responsable d'un comité de réflexion sur l'enseignement aux immigrés et sur leur insertion culturelle en France, affirme que, comparativement à leurs condisciples nés dans l'Hexagone, ils connaissent souvent un environnement familial qui, par ses caractéristiques objectives, ne favorise pas la réussite scolaire. Deux élèves immigrés sur trois appartiennent à une famille ouvrière ; la même proportion a des parents non diplômés. Le changement de pays constitue un facteur handicapant. L'examen du parcours au collège fait, en revanche, apparaître une évolution. Les parcours scolaires des enfants arabes entrés en sixième en 1989 montrent une amélioration. Les difficultés initiales se résorbent peu à peu. Les attentes des parents, voire des familles (cousins, tuteurs, oncles, etc.) à l'égard du système scolaire sont grandes. Ils souhaitent que l'enfant poursuive ses études jusqu'à vingt ans ou plus, malgré de sombres perspectives pour l'avenir, comme le chômage.

A l'école, les jeunes filles immigrées ou issues de l'immigration ont des problèmes avec le voile islamique. Pour le professeur Abdel-Salam Ben-Hamida de Villeneuve-d'Ascq, le foulard n'est qu'un fait auquel il faut éviter d'attribuer une valeur. Il faut, par exemple, se garder de considérer que le foulard peut être par lui-même attentatoire au principe de l'égalité de l'homme et de la femme.

**« il faut se garder de considérer que le foulard peut être par lui-même attentatoire au principe de l'égalité de l'homme et de la femme »**

Voir dans le foulard le signe d'un abaissement de la femme équivaldrait en effet à se livrer à une interprétation du signe religieux, à « une reconstruction à partir de ce que l'on sait de la religion et de la civilisation islamique ». Pour Ben-Hamida, « par lui-même, le foulard n'exprime rien. Or les médias régionaux ont réagi d'une manière diffamatoire à l'égard de l'islam en général. Rien n'a été préparé sérieusement afin de faire mieux comprendre aux Français cette mode du foulard dans les établissements scolaires publics de notre région. Résultat : une très mauvaise image des musulmans et de leur tolérance vis-à-vis des autres religions, une intransigeance et un endoctrinement des jeunes filles ».

Force est de constater que l'interprétation du phénomène du voile en France n'a rien à voir avec une information médiatique objective et sérieuse sur la signification du port du foulard pour les musulmans. Nulle part en effet n'est cité le Coran<sup>1</sup>, et les témoignages recueillis auprès des jeunes musulmanes qui portent le foulard se distinguent par leur insignifiance.<sup>2</sup> Le docteur Mohamed Nour, intellectuel tunisien, affirme que la confusion est importante dans les médias entre la laïcité et le politico-religieux concernant l'islam. En effet, pour la presse régionale – mais également nationale – le voile suscite l'hostilité non

seulement parce qu'on y lit une discrimination sexuelle, mais aussi parce que la forte dimension religieuse est ressentie comme envahissante et déplacée. Ce qui dérange donc, c'est l'affirmation d'une identité à la fois religieuse et politique. Il y a une confusion du pouvoir masculin, du pouvoir politique et du pouvoir religieux. On marque l'hostilité à travers cette confusion. C'est une importation incontrôlée de la dimension politico-religieuse dans un domaine où elle n'a guère sa place, et on accentue le caractère étranger du voile par l'usage de synonymes tels que "foulard" ou "fichu". Ali Salah et Méhdi Ben-Larbi, étudiants beurs à l'Université de Lille 3, insistent sur le fait que « *l'hostilité se manifeste plutôt à l'égard d'un "étranger collectif", perçu par les Français à travers les médias comme un pouvoir extérieur, tentant de gagner indûment un terrain qui ne lui appartient pas, en avançant armé des "deux glaives" que sont le politique et le religieux* ». La lutte contre le "fichu" est aussi pour beaucoup de Maghrébins une affaire de politique étrangère. Karima Bou-Taher, institutrice dans un collège d'Arras, résume ce problème : « *Il faut obtenir pour les musulmans du Nord-Pas de Calais la possibilité de donner, dans la presse écrite surtout, une explication précise et argumentée de la valeur qu'ils attachent au foulard. Sinon, il sera toujours facile pour eux de se réfugier derrière le bouclier commode du "droit à la différence" qui permet d'être dispensé d'explication.* »

Pour les Maghrébins, la famille, au sens large, est en grande partie restée au pays. Néanmoins, cela ne signifie pas qu'il y a une absence de relations familiales. Les relations avec les amis, les collègues et les voisins se font notamment autour d'une table. Entre 1987 et 1994, la sociabilité de la population a connu quelques changements : on connaît moins souvent ses voisins, la taille du cercle d'amis a tendance à se réduire, mais la qualité des échanges se renforce avec ceux que l'on connaît, puisqu'on leur rend plus fréquemment des services. Les gens originaires du Maghreb ont moins de connaissances et de relations de voisinage, mais les hommes visitent et rendent des services à un nombre élevé de personnes, surtout après la grande prière du vendredi midi, à la sortie des mosquées. C'est aussi le moment tant attendu de pouvoir se rencontrer et de discuter sur les marchés. « *Rares sont de tels moments relatés ou relayés par les médias, hormis les fêtes de l'Aïd où est sacrifié le mouton, avec l'appel médiatisé de Brigitte Bardot ou de la Société protectrice des animaux du coin contre l'extermination des races ovines* », ironise un commerçant de Wazemmes.

Pour un responsable de l'Association amicale des Tunisiens du Valenciennois, l'action culturelle menée par les Maghrébins eux-mêmes a pris un essor considérable depuis 1989, avec des pièces de théâtre dans des salles aménagées à Roubaix ou à Valenciennes, des spectacles de danses de rue à Villeneuve d'Ascq et Tourcoing, des concerts de raï à Lille et des activités sportives dans le Douaisis ou dans le Boulonnais. Quelques vedettes nationales (Khaled, Smaïn, le judoka Djamel Bourass, ainsi que l'écrivain marocain Tahar Ben-Jelloun) ont permis à la seconde génération de Nord-Africains de retrouver certaines racines mais, surtout, de mieux faire passer le message de l'intégration et de la tolérance parmi les Français.

Quelques radios beures ont aussi vu le jour ces dernières années. Très localisées, certes, mais dans des zones sensibles par excellence : le quartier de l'Alma à Roubaix, de Wazemmes à Lille ou encore à Douai, Villeneuve-d'Ascq, Dunkerque et Cambrai. Elles distillent leur lot d'informations pour les immigrés de tous âges. On peut y entendre des débats sur les problèmes quotidiens des familles, des cours d'arabe, des conseils quant aux démarches administratives, des explications sur les thèmes religieux en français et en arabe classique et toute

**« les médias ne sont présents sur le terrain que pour relater les drames ou la violence dont les Arabes seraient à l'origine »**

une panoplie de petits renseignements d'ordre pratique ou culinaire. Pour le rédacteur en chef d'une de ces radios locales, il ne faudrait pas confiner les Maghrébins dans les médias associatifs, mais plutôt tenter l'ouverture vers les médias régionaux. « Il faut que le message qui est le nôtre soit repris, voire défendu, à France 3 Nord-Pas de Calais, Fréquence Nord ou La Voix du Nord », nous propose un journaliste.

Enfin, pour beaucoup, l'école et le quartier restent les premiers lieux de la socialisation publique et, par conséquent, demeurent tout spécialement concernés par l'immigration, à cause du renforcement de la ségrégation par l'habitat. C'est un dossier peu abordé de manière constructive par la presse quotidienne régionale. « *Vivre avec l'autre, certes, mais l'autre doit également apprendre à vivre avec nous* », souligne le poète marocain Ahmed el-Hassani. Le quartier ne doit pas constituer un ghetto pour les Maghrébins, mais un lieu d'intégration. De même, comment, dans certains quartiers, gérer les affrontements d'origine culturelle ? Les médias ne sont présents sur le terrain que pour relater les drames ou la violence dont les Arabes seraient à l'origine. Mais il faut savoir que les associations d'immigrés se chargent de ces problèmes. Les résultats sont satisfaisants. En parle-t-on dans la presse quotidienne régionale ? Mal ou presque jamais. Car la parole et la plume ne sont que très rarement données à des Maghrébins responsables et compétents ! Pourtant, il est vrai que des associations de quartier, des centres éducatifs, des clubs sportifs et des foyers de jeunes remplissent une fonction d'intégration et aussi de métissage culturel.

Quelle est la place des immigrés dans les syndicats régionaux ? Que connaît-on des associations qui ont fait émerger des élites parmi les immigrés ? Parle-t-on du scoutisme musulman ? Qui sait que celui-ci a permis à des centaines de petits immigrés dans le Nord-Pas de Calais de voir la mer à Dunkerque et à Boulogne cet été ? Qui connaît l'importance de l'action humanitaire en Bosnie organisée par le Mouvement des jeunes musulmans de France ?

Enfin, faut-il rappeler qu'il existe de remarquables actions menées par plusieurs services créés et gérés par les immigrés arabes : aide à domicile, soutien scolaire, alphabétisation, crèches, mosquées, clubs sportifs, équipes de football, etc.

## Les Maghrébins ont-ils peur des journalistes ?

Les réactions ou les attitudes des Maghrébins, des institutions locales dirigées par eux, découlent de ce qu'en disent les journalistes et non d'une enquête réalisée auprès de ceux-ci. Un grand nombre de débats à propos des immigrés conduit aujourd'hui à invoquer le travail des médias. Pour les Maghrébins, l'information régionale au sens large du terme, est souvent mise en cause. La critique demeure. Les formules telles que "Arabes franco-algériens" ou "Beurs" apparaissent souvent, expressions montrant la perception confuse de l'immigré par les médias et le manque de rigueur professionnelle de ceux qui les produisent ou les reprennent sans hésitation. Ce que veulent les immigrés, c'est :

- élaborer un travail de discussion et de sensibilisation qui semble s'imposer de plus en plus ;
- mettre en évidence les préoccupations de la jeunesse, montrer les habitants des banlieues, les nouvelles formes de vie associative, etc.;
- débattre sereinement des modes de vie, des préoccupations quotidiennes des milieux populaires et des exclus ;
- diffuser les opinions de la population immigrée par le biais de leurs représentants, ce qui serait la meilleure manière de modifier le traitement médiatique.

Se refuser à donner des leçons, s'employer à identifier les problèmes, éviter surtout d'établir une quelconque hiérarchie entre tel ou tel événement concernant les Maghrébins, reste un vœu pieux pour la plupart des journalistes. Comment se fait le travail d'information sur la population immigrée dans la région ? Qui va-t-on retenir comme relevant du qualificatif d'immigré ? S'agit-il des résidents étrangers en France, comme le voudrait une définition stricte ? Toutes les nationalités immigrées sont-elles repérées et prises en compte par les médias ? De toute évidence, on n'évoque jamais l'origine italienne, belge ou allemande d'une personne au cœur de l'actualité. Parler d'immigrés revient le plus souvent à signaler certaines nationalités ciblées, comme les nationalités algérienne et marocaine. Grande est la confusion entre ceux qui sont réellement des immigrés et ceux qui sont d'origine immigrée.

Il n'existe pas non plus de rubriques consacrées explicitement à l'immigration en France. Cette absence nuit à la réelle reconnaissance du Maghrébin dans l'Hexagone. Tous déplorent cette carence chez les professionnels des médias.

Enfin, bien souvent, la référence à un représentant de la population immigrée est allusive : c'est un nom, un prénom, parfois même des initiales qui indiquent que le protagoniste d'une information est immigré. C'est un manque de considération pour les principaux concernés.

*« il n'existe pas de rubriques consacrées explicitement à l'immigration en France »*

Les grands médias régionaux parlent peu des populations immigrées et issues de l'immigration. Les immigrés se nomment d'ailleurs les "grands absents" dans ce domaine. Les Nord-Africains, baignés dans une culture méditerranéenne, sont des gens sociables et affables quand on se donne la peine de pénétrer dans leur famille pour mieux les connaître et les comprendre. Fausse est l'idée, souvent véhiculée par l'opinion publique, qu'ils ont peur des journalistes. Simplement, ils ont appris à s'en méfier et à demeurer prudents dans leurs propos.

Au regard de la place tenue par le thème de l'immigration dans le débat public, il fallait s'attendre à le trouver omniprésent dans les colonnes des principales rubriques de la presse locale. Il n'en est rien, et c'est bien là que se situe la plus grande surprise de cette étude. C'est aussi la leçon sur laquelle devra porter notre réflexion actuelle et future sur le sujet. En lisant les quotidiens régionaux, nous ignorons tout des préoccupations quotidiennes, des opinions sur les grandes options de la cité, des modes de vie individuels, collectifs et communautaires, des difficultés comme des réussites, des misères comme des joies d'une partie importante de la population. Pourquoi cette absence dans le traitement de l'information ?

Il existe des exceptions dues aux conditions particulières qui font des immigrés et leurs enfants des vedettes de l'actualité : c'est le domaine des faits divers. Il y a plus rarement des démarches innovatrices et volontaristes de quelques rédactions qui parlent autrement des immigrés. Mais, globalement, les journalistes évitent les immigrés. Comment expliquer ce phénomène ? Certains professionnels des médias expliquent que c'est dû à une volonté de ne pas

**« avec ce type d'amalgames  
les réactions négatives à l'encontre  
des immigrés arabes ne peuvent  
alors que s'intensifier »**

aggraver une situation déjà fort complexe, pour éviter d'attiser les sentiments xénophobes ou racistes, latents dans une partie de l'opinion nationale. On ne parlerait pas des Arabes pour ne pas leur nuire. Faux ! s'insurgent ceux-ci. Ce silence ne fait qu'attiser les suspicions et la haine, et enveloppe le tout d'un mystère malsain. Les journalistes affirment que, volontairement, ils ne couvrent pas un certain nombre de manifestations culturelles et sociales qui pourraient être mal comprises par le reste de la population. Scandaleux ! protestent à l'unisson les Maghrébins, pour qui l'absence de reportages équivaut à perpétuer une vision des fêtes des immigrées comme des coutumes musulmanes, voire des rites religieux d'un autre âge. La distinction entre culture et tradition arabe d'une part et comportement festif socio-religieux d'autre part demeure donc floue dans l'esprit des Français de culture moyenne.

Avec ce type d'amalgames à travers les médias, les réactions négatives à l'encontre des immigrés arabes ne peuvent alors que s'intensifier lors d'un événement important les concernant. Pour les immigrés, la méfiance vis-à-vis des médias est due au fait qu'ils sont toujours la cible ou les boucs émissaires des drames sociaux ou des faits divers sanglants.

Pour pallier le manque d'informations régionales les concernant et éviter "un retour de bâton populaire" aux journalistes locaux, un collectif maghrébin, créé depuis quelques mois dans le Douaisis, a commandé, à un média de la presse écrite dans le Nord, un reportage sur les nombreux petits locaux transformés en lieux de prière musulmans dans des villes comme Douai, Denain, Lille et Valenciennes. Pour Mahmoud El-Arabi, responsable d'un centre culturel algérien, l'article pourrait être vivant et très utile pour montrer que les musulmans savent pratiquer leur religion dans la tolérance et la discrétion et qu'ils ne sont pas tous des "fous de Dieu". Pour d'autres dirigeants associatifs issus de la seconde génération d'immigrés, certes l'idée est bonne, mais dans le contexte actuel de peur de l'islamisme en Europe, cela pourrait nuire à la communauté immigrée régionale et, probablement, déclencher des affrontements directs, nourrir l'hostilité du Front national dans le département du Nord.

Pour quelques étudiants algériens, « *il ne faut pas jeter d'huile sur le feu, mais c'est aux professionnels de l'information de savoir quand c'est le moment de parler objectivement de nos problèmes, de nos difficultés et aussi de nos habitudes et coutumes que nous avons conservées en France* ». Il n'est pas sûr que les explications des journalistes épuisent le sujet. Les entretiens au sein des rédactions montrent plutôt que l'immigration agit comme un révélateur de plusieurs formes de difficultés classiques rencontrées dans le traitement de l'information locale. Les immigrés et les Français issus de l'immigration constituent une frange populaire, souvent frappée par des phénomènes de pauvreté, de chômage, d'exclusion qui ne sont pas aisément et spontanément abordés par les journalistes localiers. Enfin, les immigrés sont banlieusards, de ces banlieues faites de grands ensembles, où l'installation de localiers comme des correspondants est problématique. Il y a donc ici comme une superposition de handicaps.

Depuis plusieurs années déjà, il apparaît que les quotidiens locaux ont du mal à s'adapter aux transformations du milieu associatif, moins thématique, moins stable, plus fluctuant dans ses modalités. D'une certaine manière, les différentes structures, les différents réseaux qui expriment la vitalité de la population immigrée ne sont pas connectés au réseau de collecte de l'information. Visiblement, certains titres en ont pris conscience et tentent d'y faire face. D'autres semblent moins sensibilisés. Pour tous se jouera ici l'avenir des quotidiens régionaux dans les zones urbaines et surtout suburbaines à forte densité immigrée.

### **Les mauvais rôles et rarement la parole**

Lorsque l'on parle d'eux, les Maghrébins ont les mauvais rôles et ils remplissent les colonnes de faits divers ; des chiffres éloquents le montrent. Ils sont les "héros malheureux" d'événements sociaux ou politiques violents, d'affrontements avec la police en banlieue, des attentats, des actes de vandalisme ou, parfois, des braquages et autres vols. Dans la presse quotidienne régionale,

qui fidélise une partie de son lectorat par les rubriques "Justice et Faits Divers", ils apparaissent avant tout comme les "présumés coupables" de délits ou de crimes, les responsables de désordres publics ou d'infractions à la règle commune (révoltes violentes, port du foulard islamique). Dans une proportion infiniment moindre, ils revêtent le profil des victimes de faits divers ou de comportements racistes. Dans *Nord-Éclair*, dans la semaine du 6 au 12 septembre 1994, les immigrés, leurs enfants et les Français d'origine étrangère sont les acteurs de dix-sept faits divers, où ils ne figurent jamais en tant

**« c'est vrai que l'on parle  
des immigrés essentiellement  
dans les faits divers »**

que victimes. Un seul article les concerne en dehors de tout événement violent, et il ne s'agit que d'une brève de quelques lignes ! Dans la même semaine, *La Voix du Nord* rapporte dix-neuf faits divers concernant des immigrés, qui n'en sont jamais les victimes. On n'y trouve aucun autre article sur les étrangers résidant en France, à l'exception d'un portrait du consul d'Espagne à Lille intitulé : "Ces étrangers qui sont de la famille"... Pour justifier cette omniprésence des immigrés ou des personnes issues de l'immigration dans les colonnes des faits divers, certains journalistes brandissent facilement l'argument du pourcentage élevé de délinquants dans ces populations. « *C'est vrai que l'on parle des immigrés essentiellement dans les faits divers, reconnaît un fait diversier. Nous disposons d'une source régulière : la police. Mais ce n'est pas notre faute si environ 75% des personnes présumées responsables de délits sont des immigrés de la première ou de la seconde génération ou des Français enfants d'immigrés. Le petit trafic de drogue est plutôt le fait de Maghrébins. Et les gens voient surtout la petite délinquance. Nous sommes obligés de nous en tenir aux faits. Nous n'avons pas le choix : soit nous occultons les faits, soit nous apportons de l'eau au moulin de l'extrême-droite. Le problème n'est pas que l'on parle trop des immigrés dans les faits divers, mais c'est plutôt qu'ils n'apparaissent presque pas ailleurs. C'est un engrenage, la petite délinquance chez les immigrés, et surtout chez les jeunes issus de l'immigration, est une réalité. Leur vie dans les cités, leur situation sociale, le chômage amènent un bon nombre à pratiquer la petite délinquance, et on en retrouve ensuite certains aux assises.* »

De leur côté, les Maghrébins se révoltent contre cet aspect erroné. Ils reconnaissent qu'il y a des délinquants parmi eux, mais guère plus que pour les autres populations. D'autre part, tout dépend de la manière dont est relaté un fait divers, surtout si celui-ci est grave. Il y a un acharnement médiatique, une dramatisation à outrance et, surtout, la méthode Coué, systématiquement appliquée à leur encontre. Pire encore : ils n'ont que rarement la parole pour s'indigner ; ou pour se justifier, à tort ou à raison, car l'opinion, elle, juge. Dans la majorité des articles où les immigrés sont au centre de l'événement, les propos rapportés sont ceux de non-immigrés. Les sources institutionnelles sont alors dominantes.

Voici une explication donnée par les journalistes : les immigrés et leurs familles ne communiquent pas avec la presse. « *Si l'on parle peu des immigrés, c'est*

parce qu'eux-mêmes ne savent pas communiquer », prétendent en substance certains journalistes que nous avons rencontrés : « Ils n'ont pas le réflexe journal. Ils ne viennent pas à la rédaction, téléphonent peu et écrivent encore moins. Ce n'est pas leur monde, pas leur culture. Ils ont une forte envie de communiquer sur des actions positives, de dire qu'ils ne sont pas des drogués, des délinquants. Mais ils ne savent pas comment faire ». « Les Maghrébins communiquent rarement spontanément avec les rédactions », affirment la plupart des journalistes rencontrés. On note en effet que les associations de communautés étrangères n'envoient presque jamais de communiqués pour annoncer telle réunion, telle fête ou tel autre événement : « Lorsqu'un lecteur non-immigré est mécontent, il téléphone. L'immigré n'ose pas. Il proteste seulement à l'échelle de son quartier. » M. Rachid Ben-Taleb, représentant d'une association régionale d'étudiants algériens, témoigne : « Pour les journalistes, la collecte de l'information consiste, dans un contexte d'urgence, de pénurie de journalistes ou parfois de paresse intellectuelle, à donner la priorité à l'information que l'on reçoit sur celle que l'on va chercher. »

Quand il faut remplir une ou plusieurs pages, certains journalistes avouent que quelques coups de téléphone à des sources "institutionnelles", qui constituent l'essentiel de leur carnet d'adresses (préfectures, magistrats, avocats, associations), sont à la fois suffisants et confortables car l'information est déjà synthétisée. Or, pour les sujets sur les immigrés, « dans la plupart des cas, il faut aller chercher l'information. Ce qui compte, c'est la relation personnelle. Il faut plusieurs années de contacts pour que l'information remonte régulièrement. Mais si pendant six mois on ne les voit pas, le contact est perdu », poursuit Rachid. Autant dire que parler de l'immigration nécessite un investissement très important sur le terrain. C'est un travail pour lequel beaucoup de journalistes se sentent désarmés. Bon nombre d'immigrés prennent néanmoins fait et cause pour les journalistes et reconnaissent – ou admettent – les difficultés et les exigences de la profession.

De l'aveu général, la tâche du journaliste local qui voudrait prendre le temps d'enquêter et de rencontrer les étrangers n'est pas facilitée par la pression du quotidien. Une fois encore, le temps se fait l'ennemi du journaliste de presse quotidienne régionale : il importe, avant d'aller sur le terrain et d'enquêter sérieusement, de "remplir sa page quotidienne". Et un localier de déplorer que ses tiroirs sont remplis d'idées d'enquêtes sur l'immigration, sujet qui lui tient manifestement à cœur : « Pour faire une enquête qui tienne la route, rencontrer des gens, il faudrait que je sois détaché du quotidien de ce service pendant quinze jours! ». Les immigrés sont donc victimes de l'information institutionnelle. "L'impossibilité" de sortir, pour les journalistes, prend dans certaines affaires un aspect caricatural, par exemple dans les articles sur les présumés "islamistes" assignés à résidence à Folembray durant l'été 1994, et dont certains vivaient dans le Nord-Pas de Calais. Dans la plupart des articles de *Nord-Éclair* et de *La Voix du Nord*, les journalistes se contentent des déclarations des avocats, reprises par l'AFP le plus souvent. Dans *Nord-Éclair* du 9 septembre 1994, on apprend que Saïd Magri, de retour de Folembray, est hospitalisé à Lille, à la suite d'une grève

de la faim et, selon lui, de mauvais traitements infligés par les policiers. Visiblement, le journaliste ne cherche pas à en savoir plus pour confirmer ou infirmer cette thèse. Une information, que le journaliste ne juge pas capitale, arrive en fin d'article : « *Magri a toujours nié avoir des liens avec le FIS* ». Le journaliste, encore une fois, ne cherche pas à en savoir plus que ce que dit l'AFP, alors qu'il travaille près de Lille!

La *Voix du Nord*, elle, ne semble pas non plus disposée à creuser l'affaire, ni même à rencontrer Saïd Magri ou ses proches. La même critique peut être émise lorsque ces deux journaux nordistes traitent le cas d'Ahmed Zitouni, l'épicier de Liévin, dans la banlieue de Lens, également de retour de Folembray. On cite encore les dépêches de l'AFP (sans d'ailleurs le préciser), qui rapportent les propos de ses avocats, une seule fois ceux de sa femme, mais jamais ceux du principal intéressé...

Les élus, les notables, les fonctionnaires de police, sources privilégiées de beaucoup de journalistes, ne représentent pas – ou très peu – cette partie de la population. Les Arabes et leurs familles sont d'autant plus mal servis qu'ils ne disposent pas, selon les rédactions, de porte-parole représentatifs. « *On nous considère comme des interlocuteurs dispersés et peu représentatifs* » se plaint, amer, un jeune cadre administratif d'origine algérienne. Ces propos sont attestés par un localier de *Nord-Éclair* : « *Nous souffrons de l'absence de structures au sein des différentes communautés immigrées. Nous manquons d'interlocuteurs. Pour les autres populations, nous avons toujours un numéro de téléphone ou un contact glané dans une manifestation de rue. Par exemple des gens que nous n'avons jamais vus se groupent en associations, organisent une manifestation contre la construction d'une rocade. Ils*

**« les immigrés participent peu à des actions organisées ; il est toujours difficile de trouver des personnes représentatives »**

*deviennent vite des pros de la communication. Les immigrés participent peu à des actions organisées. Il est toujours difficile de trouver des personnes représentatives.»*

Le même localier livre cet exemple caractéristique : « *Notre méconnaissance du terrain et des contacts nous joue des tours. C'est dommage* ». Pour un reporter du service Région à *La Voix du Nord*, les difficultés pour identifier les sources sont accrues dès qu'il s'agit de la population étrangère et particulièrement de celle originaire d'Afrique du Nord. Il a remarqué de très nombreux tiraillements entre les représentants de ces communautés, chacun se proclamant représentatif, tout en accusant l'autre de ne pas l'être. Certaines sources n'hésitent pas elles-mêmes à contacter directement le journaliste – ce qui sort de l'ordinaire si l'on considère ce que l'on a dit jusque-là – mais uniquement pour... dénoncer telle ou telle autre source (« *Ne les croyez pas, ils ne représentent qu'eux-mêmes* »). Mais le chef de ce service Région estime que ce problème des sources est le même pour tous les sujets, et que savoir faire le tri pour ne pas se laisser manipuler fait partie du travail quotidien du journaliste. Pourtant, il ajoute : « *Le seul problème dans ces communautés, c'est que la parole est moins claire, plus sournoise, et il est plus difficile de les faire parler...* ». Faut-

il rappeler que, souvent, on se perd dans la nébuleuse des associations ? A Lille, il y a plusieurs mosquées, des communautés différentes, ainsi qu'une multitude d'associations qui se disent représentatives de la Communauté des Croyants (la Umma). « *Chaque musulman a sa sensibilité sur des thèmes d'actualité contemporains* », dit l'imam de la mosquée de Roubaix. « *Lorsqu'il s'agit de parler des immigrés, on ne leur donne presque jamais la parole. Là encore on privilégie l'institutionnel : on va chercher, dans son carnet d'adresses, une personne extérieure, soi-disant spécialiste (professeur d'université, "islamologue", sociologue, ou encore le préfet, le directeur de la Ddass, etc.)* », confirme un jeune délégué marocain, cadre d'une grande entreprise à Roubaix. Enfin, comme dernière difficulté invoquée par les journalistes locaux dans leurs efforts de communication avec les immigrés, on peut citer l'émergence d'associations proches des réseaux intégristes musulmans. « *Elles nous fuient ! constate un localier. Nous avons par exemple des relations anciennes avec l'Amicale des Algériens en Europe. Mais aujourd'hui, nous ne savons pas comment ont évolué les cadres de l'association, autrefois liée au FLN. Nous rencontrons de grosses difficultés pour faire s'exprimer les Algériens sur l'intégrisme et sur le Fis. Nous sentons un sentiment de peur. L'utilisation journalistique de nos contacts est plus difficile qu'avant. La montée en puissance du Fis ou de ses partisans dans la vie associative nous crée des difficultés. Jusque-là, les associations qui nous servaient de contacts étaient liées à des États ou à des mouvements d'opposition, pas à un courant religieux. Toutefois, nous ne pouvons pas encore mesurer l'importance du phénomène.* »

Il faut ajouter, à propos de l'Islam, les lacunes évidentes dans les connaissances des journalistes. L'Islam est une religion surmédiatisée, mais très mal connue des reporters. Dans la presse quotidienne régionale, l'Islam est aujourd'hui évoqué presque systématiquement quand un fait divers ou un fait de société touche des immigrés maghrébins ou turcs. Et on mêle parfois sans discernement le terrorisme intégriste en Algérie à la petite délinquance en France et aux affaires de voiles islamiques dans les écoles laïques de la métropole lilloise. « *Parfois traitée avec*

***« on mêle parfois sans discernement le terrorisme intégriste en Algérie à la petite délinquance en France et aux affaires de voiles islamiques dans les écoles laïques »***

*beaucoup de légèreté et de clichés, la présentation de la religion musulmane est souvent simplificatrice, voire simpliste, constate l'imam d'une petite mosquée à Cambrai. Rappelez-vous l'affaire Zitouni ! »* Voici les faits : le 6 septembre 1994, *Nord-Éclair* relate l'arrestation d'Ahmed Zitouni, l'un des assignés à résidence de Folembroy, pour conduite en état d'ivresse. L'article prend la défense de Zitouni en tournant en ridicule son appartenance présumée au réseau du Fis, lui qui vend et boit de l'alcool et ne fait jamais la prière ! Le danger ici, encore une fois, c'est de favoriser l'amalgame, déjà présent dans l'esprit de certains Français, entre l'islam en général et les intégristes. Ainsi, celui qui ne boit pas et fait sa prière avec assiduité, en respectant à la lettre les préceptes de l'Islam, devient-il un intégriste aux yeux de certains lecteurs. D'une manière générale, les nombreux clichés émaillés dans les articles sur le voile islamique ou sur les réseaux intégristes dans

la presse quotidienne régionale, mais aussi dans certains titres de la presse nationale, peuvent donner à penser au lecteur non averti que tout musulman est un terroriste "barbu" en puissance. Cela, les immigrés maghrébins le dénoncent fortement aujourd'hui.

Enfin, les amalgames sont fréquents entre immigrés, islam et intégrisme. Dans un article de *La Voix du Nord* du 10 août 1994 à propos de ceux des dix-sept assignés à résidence de Folembray qui vivaient dans le Nord, le journaliste parle d'une plage « *largement fréquentée par les ressortissants d'Afrique du Nord venus du bassin minier et de la métropole lilloise* » Pour lui, apparemment, Maghrébins, jeunes beurs et islamistes sont tous à mettre dans le même panier. On s'aperçoit qu'on encourage les lecteurs à faire l'amalgame entre étrangers et Français issus de l'immigration de manière fréquente, la plupart du temps par maladresse ou par manque de rigueur dans les termes choisis.

### Un travail de formation et d'information

Existe-t-il un état d'esprit lié à la culture "presse quotidienne régionale ?" L'exploitation des peurs et des fantasmes collectifs des Français – actuellement focalisés sur le "péril vert" – fonctionne aussi bien dans la presse locale que dans les médias nationaux. On ne compte plus les pseudo enquêtes apocalyptiques qui placent un "barbu" derrière chaque président d'association musulmane de quartier, derrière chaque porte d'appartement des cités HLM de banlieue. *Nord-Éclair*, dans son édition du 8 septembre 1994, nous en livre un exemple page 2 et 3 sous la plume de C.D. Alors que la Une annonce en "oreille" un dossier intitulé " Peut-on évaluer l'importance des intégristes dans le Nord-Pas de Calais ? ", le journaliste nous met en garde contre une véritable invasion en cours, dans une enquête seulement étayée par des rumeurs, par les déclarations d'un "spécialiste" (sans que l'on en sache davantage sur sa spécialité), d'un "policier" fort perspicace (« *ce n'est pas Action directe* »), d'un avocat de "deux présumés islamistes" et du porte-parole en France du mouvement "Vive l'Algérie". Les termes employés sont dignes d'un scénario catastrophe (« *influence tentaculaire* », « *propagande imprévisible* », « *véritable nébuleuse* »). Et tous les moyens sont bons pour réduire cette enquête sur la "mouvance islamique" à sa simple expression algérienne, renforçant encore l'amalgame dans l'esprit des lecteurs entre l'intégrisme, l'islam, les immigrés maghrébins et leur descendance française... Selon l'auteur, l'importance de la propagande intégriste « *tient simplement à la forte présence de ressortissants algériens dans la région, même si tous, évidemment, sont loin d'appartenir à la mouvance islamique* ».

L'utilisation insidieuse des chiffres de la population algérienne, puis musulmane, de la région, dans une enquête sur les réseaux intégristes, favorise cet amalgame dans l'esprit de certains lecteurs, pour qui un immigré arabe est un "barbu" en puissance... Amalgame scandaleux lorsque C.D., le journaliste de *Nord Éclair*, livre, comme preuve des ramifications en France d'une sorte

d'Internationale verte, cet argument pour le moins surprenant : « *Il n'est pas rare de voir des voitures immatriculées en Belgique devant les mosquées.* » Ainsi tous les croyants de Belgique qui franchiraient la frontière pour prier le vendredi ne se rendraient à la mosquée que pour conspirer ! C.D. donne de nombreuses affirmations gratuites, des clichés, sans fondements et sans arguments solides. Et le journaliste se fait romancier et même prophète : « *L'éventualité d'une violence isolée [...] n'est pas exclue.* » Avant de conclure par un terrible : « *Demain est imprévisible.* » A la fin de la lecture de ce dossier, illustré, notamment, par une photo caricaturale mettant en scène les postérieurs de musulmans en train de prier, les pauvres habitants du Nord-Pas de Calais n'ont plus qu'à se barricader et leurs femmes qu'à se voiler ! Tous les Maghrébins en sont restés éccœurés.

Un autre exemple d'amalgame pernicieux est tiré de l'actualité des faits divers. Drame de la crédulité, de la superstition, une séance tragique de désenvoûtement dans une mosquée de Roubaix cause la mort, le 1er juillet 1994, d'une jeune femme de dix-neuf ans, Louisa, à l'issue de plusieurs heures de tortures barbares pratiquées par un imam « *pour chasser le démon de son corps* ». L'affaire est, pour certains médias nationaux, et notamment pour la télévision, l'occasion de se livrer aux amalgames que l'on connaît, trop heureux de s'emparer d'un fait divers local mêlant superstitions, pratiques moyen-âgeuses, barbarie et islam – au moment où les fantasmes des Français à propos du "péril vert" atteignent leur paroxysme. Paradoxalement, l'affaire n'a que peu de répercussions dans la presse locale. Sans doute parce que les journalistes de Roubaix, qui avaient déjà eu maille à partir avec les responsables de la fameuse mosquée Al-Dawa de la rue Archimède, considérée comme l'un des fiefs d'extrémistes musulmans dans la région, savaient cette fois que ce drame n'avait rien à voir avec l'islam en général ni avec la communauté maghrébine de Roubaix en particulier.

**« quel rapport entre une séance de désenvoûtement et l'intégrisme en France, de surcroît en Algérie ? »**

Le traitement de cette affaire par les deux quotidiens locaux concurrents met en évidence le souci de *Nord-Éclair* de ne pas céder aux tentations de l'amalgame alors que *La Voix du Nord* s'y prête au début avec complaisance, sous la plume du journaliste de la locale de Roubaix. Son premier article utilise tous les ressorts de l'assimilation de deux événements : après avoir affirmé, sans le démontrer ni citer aucune source, que la mosquée Al-Dawa était liée aux milieux intégristes, il parle de la jeune Louisa comme « *d'une jeune fille d'origine algérienne* », ce qui n'apporte rien à l'information. Enfin, évoquant « *ceux qui se dénomment eux-mêmes les Fous de Dieu* », il conclut par cette réflexion à propos de Louisa : « *Pour son malheur, son frère avait rencontré un militant du Fis qui l'avait présenté à l'Imam.* » Quel rapport, encore une fois, entre une séance de désenvoûtement et l'intégrisme en France, de surcroît en Algérie ? Le lendemain, dans l'édition du 3-4 juillet de *Nord-Éclair*, la reporter de la locale de Roubaix évoque également les liens de la mosquée de Roubaix avec les réseaux du Fis en France, mais elle dénonce ensuite les risques d'amalgames dont pourrait souffrir la

population musulmane de Roubaix. Et de citer, à l'appui de cette thèse, le président du Conseil islamique régional du Nord-Pas de Calais, Amar Lasfar, et l'Association Espace-Intégration qui craignent, à travers ce fait divers tragique, « *une grave atteinte à l'Islam* », étranger à ces pratiques.

Le 6 juillet, un journaliste de la locale de Roubaix de *La Voix du Nord* se livre à une attaque en règle contre l'Islam en général, dans un article où cette religion est présentée sous un aspect caricatural, sans aucun argument ni connaissance

« *l'auteur paraît découvrir avec stupeur que les jeunes filles d'origine algérienne peuvent être de "bonne moralité" »*

des bases fondamentales de ses pratiques, laissant à penser que tout croyant approuve les actes barbares auxquels s'est livré l'imam Kerzazi sur la pauvre Louisa. Mieux que tout autre commentaire, une transcription intégrale de quelques passages de l'article en dit long sur les préjugés de son auteur, qui continue d'alimenter les fantasmes

d'un lectorat pas toujours averti des choses de l'Islam : « *Mais il est tout aussi sûr, après l'autopsie hier, que [...] la jeune Roubaisienne d'origine algérienne [...] n'a fait l'objet d'aucune violence sexuelle, et même qu'elle avait toujours mené une vie exemplaire. De même, il est établi formellement qu'elle ne s'adonnait pas à la drogue* »

Quel rapport avec sa mort ? L'auteur de ces lignes paraît découvrir avec stupeur que les jeunes filles "d'origine algérienne" peuvent être de "bonne moralité" et qu'elles ne sont pas toutes des "droguées"... Le journaliste tient son explication et l'expose ainsi à ses lecteurs : « *Ce n'est donc pas sa conduite qui a pu faire penser à son frère, instigateur de la dramatique séance de désenvoûtement, que Louisa était possédée par le démon. L'explication pourrait (sic) venir d'ailleurs : la jeune fille avait subi, il y a environ un an, une importante opération neurochirurgicale et souffrait de temps à autre de crises ressemblant à de l'épilepsie. On sait malheureusement que dans les milieux intégristes (et tout ce qui y ressemble) (sic), l'épilepsie est généralement assimilée à une possession par le démon.* » Le journaliste serait-il un spécialiste de "l'intégrisme" ou de "tout ce qui y ressemble" ? Ces affirmations sont peu fondées, mais c'est l'explication que retiendront beaucoup de lecteurs.

Force est de constater actuellement que l'information sur l'immigration souffre des faiblesses de la presse régionale, et bénéficie, plus rarement, du dynamisme de certains autres médias.

Première observation : les Maghrébins de France, leurs familles, mais aussi ceux de la seconde ou de la troisième génération, les nouveaux Français, ne disposent que d'une faible place dans les colonnes des journaux ou à la télé. En général, ils se concentrent dans les rubriques faits divers. Les principaux intéressés y ont peu le droit à la parole et au droit de réponse. Seconde observation, les médias utilisent très peu les points de vue ou les témoignages des immigrés, même lorsque l'événement les concerne directement. Troisième observation, on remarque l'absence de pistes concrètes pour un travail de formation et d'information des journalistes spécialisés sur l'Islam et le monde arabe.

L'information que reçoit le journaliste devient prioritaire sur celle qu'il doit chercher. En effet, il privilégie l'information institutionnelle par rapport au reportage et au vécu. Beaucoup d'immigrés nord-africains le constatent. C'est une sorte d'état d'esprit français lié à la culture de la communication régionale. Les Maghrébins se trouvent forcément exclus de ce système. Le fonctionnement de l'ensemble des médias régionaux ne favorise pas l'accès des Maghrébins aux moyens modernes de communication et d'information, parce qu'ils sont étrangers, mais aussi parce qu'ils appartiennent souvent à des couches sociales défavorisées qui, traditionnellement, accumulent les rendez-vous manqués avec la presse. Sincère est la réflexion de ces deux jeunes étudiants beurs d'origine marocaine, Mehdi et Hassan, à Tourcoing : « *A force de ne pas se retrouver dans les pages d'un quotidien local, les Arabes et même leurs enfants, comme nous, devenus Français, finissent par admettre que cet organe de presse n'est pas le leur. D'autant que le contenu de certains articles semble, pour nous, venir d'un autre monde* ».

Heureusement, les choses tendent à changer, mais lentement. Des journalistes cherchent le moyen de traiter ce qui concerne les Maghrébins comme le reste de l'actualité, locale ou régionale. Souvent, une réhabilitation de cité HLM ou l'action d'une association d'aide aux jeunes en difficulté est l'occasion d'une prise de contact durable. De même que l'idée de se rapprocher de la population d'origine maghrébine, au lieu d'attendre qu'elle vienne au journal ou à la télévision régionale, fait son chemin.

En conclusion, il faut rappeler que la conquête du lectorat immigré ou issu de l'immigration récente est, pour les années à venir, l'un des enjeux de l'information de proximité dans les grandes villes de province ■

### ***Bibliographie***

Documents de l'Insee de 1990 à 1996 (Lille)

Magazines de langue arabe de la mosquée El-Dawaa (Lille)

Périodiques en langue arabe de différentes associations culturelles maghrébines du Nord-Pas de Calais : 1995 et 1996

### ***Notes***

1. La seule citation du Coran que nous avons trouvée dans les journaux des 21 et 22 septembre 1994 à propos de la circulaire Bayrou se trouve dans *La Croix* (22 septembre 1994, page 9) : « *O Prophète! Dis à tes épouses, à tes filles et aux femmes des croyants de serrer sur elles leurs voiles! Ce sera le plus simple moyen qu'elles soient reconnues et qu'elles ne soient pas offensées* » (verset 33, 59 du Coran). L'article précise que l'une des significations du "Hijab", le voile islamique, est "séparation". Le voile aurait ainsi pour signification de séparer les femmes musulmanes des autres femmes.

2. *Le Monde* du 21 septembre 1994, page 13.